

La remarquable et secrète entente de Gaule : Leclerc pour la libération de Paris

Autor(en): **Boissieu, Alain de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **132 (1987)**

Heft 11

PDF erstellt am: **29.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344806>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La remarquable et secrète entente de Gaulle - Leclerc pour la libération de Paris

par le général d'armée Alain de Boissieu*

La question que vous serez en droit de vous poser à l'issue de cet exposé sera la suivante: Comment un modeste capitaine a-t-il été mêlé à toute cette affaire de la libération de Paris?

La réponse est bien facile.

J'étais à l'époque officier de liaison à l'état-major du général Leclerc, puis je suis devenu responsable du P.C. avant du général commandant la 2^e D.B. et de l'unité blindée qui était à sa disposition: l'«Escadron de Protection», avec Philippe Duplay, Hervé de Lencquesaing, Pierre de La Foucharrière, l'adjudant-chef Dericbourg, dont nous reparlerons tout à l'heure comme chefs de peloton.

Voilà pourquoi j'ai fait toute la campagne de France aux côtés du général Leclerc, poste d'observation d'où j'ai pu suivre toute cette affaire.

Au moment d'écrire son très bon livre *Paris brûle-t-il?*, Dominique Lapierre vint me voir à Saint-Germain-en-Laye, où je commandais la 2^e brigade blindée, héritière à l'époque des traditions de la 2^e D.B. et dépositaire, à cette date, d'un certain nombre d'archives qui, depuis, sont en sécurité au Fonds Maréchal-Leclerc à Saint-Germain-en-Laye. Répondant à ses questions, je lui faisais remarquer que c'était à Alger, fin 1943, que s'était décidée la libération de Paris par la 2^e D.B.

Peut-être ne m'a-t-il pas cru puisque, dans son livre, il n'est question que des missions envoyées à partir de la capitale pour attirer les alliés vers Paris.

Quand le film *Paris brûle-t-il?* fut tourné, j'écrivis à Marie-Madeleine Fourcade, qui supervisait amicalement le tournage au nom des Associations de la Résistance, pour attirer son attention sur ce fait historique ignoré.

Elle fit tout ce qui était humainement possible auprès du commanditaire américain du film qui était prêt, je dois le dire, à introduire cet événement dans le scénario. Mais, comme si ce témoignage gênait peut-être ceux qui avaient bâti d'autres versions sur les responsables de la libération de Paris, il n'en fut pas question dans le film non plus.

Par contre, le scénario insiste longuement sur la mission Gallois-Cocteau, du chef d'état-major du colonel Rol-Tanguy. Quelle est donc l'histoire de cette mission et de son issue?

Le 20 août, le docteur Monod, résistant, patriote, ayant un laissez-passer médical, prend contact avec le commandant Gallois-Cocteau pour lui

* Conférence prononcée, entre autres, devant la Société fribourgeoise des officiers et publiée dans *Espoir*, N° 53.

proposer de l'emmener jusqu'à la ligne de contact entre les Allemands et les Américains, afin de demander à ceux-ci de se hâter de venir libérer Paris.

Le 21 août, après beaucoup d'aventures assez bien retracées dans le film *Paris brûle-t-il?*, le contact est pris du côté de La Ferté-Allais, dans la vallée de la Chalmette. Gallois-Cocteau est emmené au P.C. du général Patton à Courville. Patton reçoit avec amitié cet émissaire de la Résistance, mais il lui dit que la prise de Paris n'est pas prévue dans les plans. «Nous sommes là, dit-il, pour détruire l'armée allemande et pas pour prendre des villes!» Devant l'insistance de Gallois-Cocteau, qui parle de l'insurrection parisienne avec émotion, Patton répond froidement: «Vous auriez dû attendre l'ordre pour la déclencher!»

Gallois-Cocteau, qui avait entendu parler de la division Leclerc par les Américains, fait croire qu'il connaît personnellement le général Leclerc et demande à aller le saluer.

Les Américains se consultent, un officier d'état-major fait même remarquer que depuis le 16 août la 2^e D.B. n'appartient plus à la III^e armée (de Patton) mais qu'elle est affectée à la I^{re} du général Hodges; en conséquence, les Américains envoient Gallois-Cocteau au P.C. du groupe d'armées, c'est-à-dire chez le général Bradley, où il rencontrera effectivement le général Leclerc, mais le commandant de la 2^e D.B. avait déjà dans la poche l'ordre de marcher sur Paris. Ce n'est donc pas cette mission

qui provoqua l'ordre de progresser vers la capitale du haut commandement allié.

Quant aux autres missions de liaison, celle de Rolf Nordling, frère de Raoul, consul de Suède, assisté d'Alexandre de Saint-Phalle et de l'Autrichien Poch Pastor, sans oublier celle du major allemand Bender, nous les retrouverons à Rambouillet le 23 août à un moment où l'affaire de Paris était déjà largement entamée.

Comment cette libération de Paris par une grande unité française a-t-elle été organisée? C'est l'objet de cet article.

La première fois que l'on parla de la participation d'une grande unité française au débarquement allié par le nord, c'est le 18 septembre 1943, dans un memorandum du C.F.L.N.¹ aux grands responsables alliés: Roosevelt, Churchill et Staline, dans lequel il était dit, au sujet de l'emploi des forces françaises, qu'il faudrait qu'au moins une division blindée française soit transportée à temps en Angleterre «pour assurer la libération de Paris». Cela est rappelé par le général de Gaulle dans ses *Mémoires* au chapitre «Alger».

Comment le général Leclerc a-t-il entendu parler de ce projet? Je ne l'ai jamais su, mais il avait à Alger un officier de liaison très habile qui était fort bien renseigné, le commandant Henri Verdier. Toujours est-il que le 5 décembre 1943 le général Leclerc me

¹ Comité français de libération nationale.

convoqua pour me dire: «Puisque vous avez servi à l'état-major particulier du général de Gaulle à Londres, vous allez lui porter une lettre, faisant le point de ce qui manque encore comme matériels à la 2^e D.B. pour devenir opérationnelle, au cas où le choix du gouvernement et du commandement tomberait sur elle pour aller en Angleterre.»

Dans mon livre *Pour combattre avec de Gaulle*, je décris ainsi l'entretien à Alger: «Le général de Gaulle lut la lettre du général Leclerc, puis me demanda quelques renseignements complémentaires sur l'état de préparation et d'entraînement de la division. Il confirma «qu'un mémorandum avait été envoyé aux alliés pour cette participation au débarquement en Normandie d'une grande unité française».

»Il sourit quelque peu de la crainte exprimée dans sa lettre par le général Leclerc de voir une autre division que la sienne choisie pour cette mission de débarquement en France. Il dit: «Vous direz au général Leclerc que j'attache une telle importance à ce que ce soit sa division que, s'il le fallait, les matériels d'artillerie et autres qui lui manquent seraient pris dans une autre grande unité. Votre division sera, je l'espère fermement, mise à la disposition du commandement allié en Europe, mais dites bien au général Leclerc qu'il se peut que j'aie besoin de lui pour une mission nationale essentielle, que, dans ce cas, il ne devrait obéir qu'à mes seules instructions. Comme l'ambiance

avec les alliés n'est pas bonne, tout peut arriver. Les politiciens américains manœuvrent contre moi, en particulier Roosevelt semble vouloir imposer l'AMGOT en France, ainsi qu'une monnaie imprimée par le Trésor américain. Tout cela est intolérable et, à la première occasion, je rentrerai en France avec ou sans le consentement des alliés. De cela vous ne devez parler qu'au général Leclerc, qui doit conserver la chose secrète, même pour ses plus proches collaborateurs. Si les alliés se doutaient de quoi que ce soit, ils trouveraient n'importe quel prétexte pour ne pas transporter la 2^e D.B. en Angleterre. Je dois voir le général Eisenhower le 24 décembre, tout se décidera lors de cette conversation. A la différence de Roosevelt, qui comprend mal les affaires françaises et qui, de surcroît, mal conseillé, n'aime pas la France, Eisenhower, lui, comprend nos problèmes politiques. Enfin, le comportement des troupes françaises du général Juin en Tunisie ou en Italie lui a montré, en tant que commandant en chef, tout le parti qu'il pouvait en tirer. Dites bien au général Leclerc de ne pas se tracasser. Si j'obtiens le transport d'une division, c'est la sienne qui ira en Grande-Bretagne.»

Je rentrai donc par avion à Temara où le général Leclerc fit un accueil enthousiaste à mon compte rendu. Il avait le bon sourire des grands jours, il ne tarit pas d'éloges sur la clairvoyance du général de Gaulle, sur son opiniâtreté, sur sa vision politique et

stratégique des grands problèmes, puis, après un moment de silence et de réflexion, il murmura: «Apprêtez-vous à repartir pour Alger avant l'entretien du général avec Eisenhower, je veux qu'il sache que j'ai bien compris ce qu'il attendait de moi.» Le 14 décembre, je repartais donc pour Alger avec une nouvelle lettre du général Leclerc. Le général de Gaulle la lisait et y répondait aussitôt. Cette missive confirmait que les pourparlers au sujet du transport de la 2^e D.B. se poursuivaient avec l'état-major du commandant en chef, les bateaux avaient été trouvés, ce seraient ceux qui feraient mouvement de Méditerranée vers les îles Britanniques avant le jour J qui nous prendraient au passage. Par contre, les rapports avec le Gouvernement américain étaient si mauvais qu'il se pourrait que toute communication télégraphique soit coupée entre Alger et le général Kœnig, délégué militaire français à Londres, c'est-à-dire entre de Gaulle et Leclerc. Il faudrait donc que le commandant de la 2^e D.B. ne se laisse jamais enfermer dans des missions purement tactiques au seul profit du commandement allié. Il faudrait qu'il puisse se dégager éventuellement pour une mission purement nationale et française, par exemple le rétablissement de l'autorité de l'Etat à Paris.

Le général de Gaulle insista: «Parmi les hypothèses pour mon retour en France, il y a l'entrée dans Paris avec votre division. Tout cela est à l'étude et devait rester secret.»

Puis, prenant une feuille de papier dans son classeur, il écrivit qu'il nommait le général Leclerc gouverneur militaire de Paris par intérim¹. Ce papier doit rester «très secret» et connu seulement d'un officier, en dehors de moi; ce sera le commandant de Guillebon, que le général Leclerc enverra plus tard vers Paris en lui déléguant ses pouvoirs pour exercer «provisoirement les fonctions de gouverneur militaire de Paris», comme je l'écris dans mon livre.

La veille de notre départ pour l'Angleterre, le 7 avril 1944, le général de Gaulle vint inspecter la 2^e D.B. au Maroc. Le général Leclerc avait réuni tous les officiers dans le casino de Temara et là, dans un grand silence, le général de Gaulle nous annonça que nous allions être la première grande unité française de l'armée de terre à débarquer sur les côtes de France, *que nous aurions sûrement des missions très importantes* à accomplir, qu'il avait confiance en nous et qu'il nous le prouverait... L'émotion était à son comble, nous pensions bien qu'il avait sur les lèvres quelque chose de très important à nous annoncer, mais qu'il ne pouvait le faire sans trahir un secret militaire et sans risquer d'attirer la méfiance de nos alliés.

Mais, lors de la conversation privée avec le général Leclerc, le général de Gaulle sera formel: l'objectif de la 2^e D.B. sera la libération de Paris.

¹ C'est-à-dire avant l'arrivée du général Kœnig.

D'ailleurs, dans la très belle lettre au Général de Gaulle que le général Leclerc écrira le surlendemain, le 9 avril 1944, que dit-il? «Avant de quitter l'Afrique pour une nouvelle étape vers l'objectif final poursuivi depuis 3 ans, je ne peux m'empêcher de vous remercier très profondément. Si demain nous rentrons en France la tête haute et retrouvons sans rougir nos parents et nos enfants, c'est à vous que nous le devons. Votre décision de 1940 a d'abord sauvé l'honneur national, elle sauvera demain son unité et son intégrité. Jamais nous n'aurons assez de reconnaissance envers vous.

»Soyez assuré, mon Général, de mon dévouement absolu, le mien et celui des vrais Français, ceux qui placent l'intérêt général du pays avant leur intérêt particulier. Votre visite, il y a deux jours, a marqué la division.

»En terminant, je ne forme qu'un souhait, mon Général, c'est de pouvoir vous accueillir et vous saluer un jour dans une grande ville française libérée, comme à Douala en 1940.» Le général Leclerc ne veut pas mentionner ostensiblement Paris, pour ne pas enfreindre les consignes mais, pour qui est au courant, c'est *la capitale* qui est désignée dans cette phrase.

Pendant tout son séjour en Angleterre, le général Leclerc pousse les états-majors alliés à faire débarquer sa division suffisamment à temps pour participer à l'exploitation vers Paris, après la rupture du front de Normandie. A force de liaisons, de contacts, de manœuvres réussies, de preuve de ses

capacités, la 2^e D.B. se trouve affectée au XV^e C.A. américain avec la 5^e D.B.-U.S., la 79^e D.I.-U.S. et la 90^e D.I.-U.S. sous l'autorité du général Patton, commandant la III^e armée américaine.

Le 1^{er} août, la 2^e D.B. débarque à Utah-Beach, le front allemand vient de céder dans la région de Saint-Lô et, selon le plan allié, notre division blindée se voit lancée dans un vaste mouvement tournant pour venir attaquer du sud au nord, c'est-à-dire du Mans vers Alençon et Argentan, ce qui subsiste du groupe d'armées de Rommel, à l'ouest de la Seine.

La mission convient parfaitement au général Leclerc pour le présent et pour la suite. Il me dira en souriant le 9 août au soir: «J'ai bien essayé de revendiquer le fuseau le plus à l'est, c'est-à-dire vers Paris, mais les ordres américains étaient déjà donnés, ce sera la 5^e D.B.-U.S. qui sera vers Paris... mais nous sommes tout de même bien orientés pour l'avenir!»

La rupture du front vers Alençon, la prise d'Alençon, l'arrivée aux lisières d'Argentan le 12 août, agglomération qu'il faut abandonner par suite des mesures de sécurité de la «bomb line» sur l'Orne, sont suffisamment connues pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'étendre sur le sujet.

Pour le général Leclerc d'ailleurs, la bataille de Normandie est terminée. Partie du Mans le 10 août à 8 heures du matin, la 2^e D.B. avait atteint tous ses objectifs, Carrouges, Argentan, à 80 km du départ, en 3 jours. Elle avait

brisé le dispositif allemand jusqu'à l'Orne, assurant la sécurité de l'opération Bretagne et de l'opération Loire des alliés, obligeant les unités allemandes ayant survécu à se réfugier dans la poche de Falaise, où elles étaient à la merci du matraquage de l'aviation alliée. Dans ses combats, la 2^e D.B. avait perdu 141 tués, 78 disparus, 618 blessés, elle avait laissé sur le terrain 38 chars moyens, 15 chars légers, 12 automitrailleuses, 7 canons automoteurs d'artillerie, elle avait infligé à l'ennemi des pertes considérables: 4500 tués, 8800 prisonniers, 32 chars lourds, 85 chars moyens, 25 canons automoteurs et 700 véhicules de toute nature.¹

Le 15 août, les officiers de liaison américains font savoir au général Leclerc que le commandement américain aurait l'intention de faire attaquer la 2^e D.B. en direction de Trun-Chambois, afin de participer à la destruction des éléments survivants de la poche de Falaise. Le général Leclerc pense à sa mission éventuelle sur Paris, aux directives du général de Gaulle et ne veut pas se laisser accaparer par cette opération. Il fait remarquer aux Américains que ce n'est pas une mission de division blindée que d'aller attaquer ainsi des unités encerclées, enterrées et retranchées. Une D.B. est faite pour exploiter désormais en direction de l'est, en direction de Paris. Les Américains semblent se laisser convaincre.

Le 16 août, un seul groupement de la 2^e D.B., le G.T.L., sera autorisé par le général Leclerc à flanc-garder l'opération en direction de Trun-Cham-

bois, mais en fin de journée arrive une nouvelle qui met le général Leclerc au comble de la fureur. La 2^e D.B. quitte le XV^e C.A.-U.S. et la III^e armée U.S. de Patton pour passer au V^e C.A.-U.S. et à la I^{re} armée U.S. du général Hodges. L'affaire est très grave, car cette armée a pour mission de faire face à l'ouest et de liquider les résistances de Bretagne avant de reprendre sa progression vers l'est. La mission vers Paris semble compromise.

C'est alors que le général Leclerc, conformément aux instructions qu'il avait reçues, choisira l'intérêt national en forçant la main des Américains. Il prépare l'envoi d'une reconnaissance en force sur Paris.

Le 21 août, il me convoque et me donne l'ordre d'occuper, par tous les moyens, pendant la journée, les deux officiers de liaison américains: le commandant Robert Loumianski et le capitaine Plutschak, afin qu'ils n'assistent pas aux préparatifs de départ du détachement Guillebon vers Paris et afin de ne pas les contraindre à alerter leurs supérieurs américains.

Pendant tout ce temps, où est le général de Gaulle?

Le 4 août, il avait reçu le fameux télégramme tant attendu du général Kœnig: «La 2^e D.B. fait mouvement sur la France.» Le 12 août, le message du général de Gaulle au général Kœnig est interrogatif et impératif: «Vos

¹ Ces chiffres nous ont été fournis par le Commandement américain.

récents T.O. indiquent que la division Leclerc serait engagée. Je tiens à être constamment et personnellement tenu au courant de ses opérations.»

Dans ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle écrit au chapitre «Paris»: «Le 10 août les cheminots cessaient le travail. Le 15 la police se mettait en grève. Le 18 ce devait être le tour des postiers. Je m'attendais à apprendre d'un moment à l'autre que le combat commençait dans la rue.

»Le 18 août après midi je m'envolais donc d'Alger sur mon avion habituel, dont Marmier était chef de bord. Le général Juin et une partie de mes compagnons suivaient dans une «forteresse volante» que les Américains avaient tenu à nous prêter, en alléguant que l'équipage connaissait très bien la route et le terrain de destination. Première étape: Casablanca. Mon intention était de repartir dès la nuit pour débarquer le lendemain à Maupertuis près de Cherbourg», c'est-à-dire le 19 août.

Mais la «forteresse» avait eu des ennuis mécaniques et, pour des raisons de sécurité, sous la pression des alliés, il fallut faire escale à Gibraltar. Ce n'est donc que le 20 au matin que le général de Gaulle arriva à Maupertuis. Reçu par le général Kœnig et François Coulet, commissaire de la République, il se dirigea aussitôt sur le Q.G. Eisenhower.

Le général de Gaulle décrit dans ses *Mémoires* la manœuvre du commandant en chef puis s'exprime ainsi: «Le plan du commandant en chef me parut

tout à fait logique sauf sur un point dont je me souciais fort: personne ne marchait sur Paris. J'en marquais à Eisenhower ma surprise et mon inquiétude. Du point de vue stratégique, lui dis-je, je saisis mal pourquoi, passant la Seine à Melun, à Mantes, à Rouen, bref partout, il n'y avait qu'à Paris que vous ne la passiez pas. D'autant plus que c'est le centre des communications qui vous seront nécessaires pour la suite et qu'il y a intérêt à rétablir dès que possible. S'il s'agissait d'un lieu quelconque, non de la capitale de la France, mon avis ne vous engagerait pas, car normalement c'est de vous que relève la conduite des opérations. Mais le sort de Paris intéresse d'une manière essentielle le Gouvernement français. C'est pourquoi je me vois obligé d'intervenir et de vous inviter à y envoyer des troupes. Il va de soi que c'est la 2^e D.B. française qui doit être désignée en premier lieu. Eisenhower ne me cacha pas son embarras. J'eus le sentiment qu'il partageait, au fond, ma manière de voir, qu'il était désireux de diriger Leclerc sur Paris, mais que, pour des raisons qui n'étaient pas toutes d'ordre stratégique, il ne pouvait le faire encore. A vrai dire, il expliquait le retard apporté à cette décision par le fait qu'une bataille dans la capitale risquait d'avoir pour conséquences de vastes destructions matérielles et de grandes pertes pour la population. Cependant, il ne me contredit pas quand je lui fis observer que, de ce point de vue, l'attente pourrait se justifier si dans Paris il ne se passait rien

mais qu'elle n'était pas acceptable dès lors que les patriotes y étaient aux prises avec l'ennemi et que des bouleversements de toutes sortes pouvaient survenir. Il me déclara toutefois que «la Résistance s'était engagée trop tôt». «Pourquoi trop tôt? lui demandai-je, puisque, à l'heure qu'il est, vos forces atteignent la Seine.» En fin de compte, le commandant en chef m'assura que, sans pouvoir fixer encore une date précise, il donnerait, avant peu, l'ordre de marcher sur Paris et que c'était la division Leclerc qu'il destinait à l'opération. Je pris note de cette promesse en ajoutant néanmoins que l'affaire était, à mes yeux, d'une telle importance nationale que j'étais prêt à la prendre à mon compte et, si le commandement allié tardait trop, à lancer moi-même sur Paris la 2^e D.B.» Le général de Gaulle conclut: «L'incertitude d'Eisenhower me donnait à penser que le commandement militaire se trouvait quelque peu entravé par le projet de politique poursuivi par Laval, favorisé par Roosevelt et qui exigeait que Paris fût tenu à l'abri des secousses. A ce projet la Résistance venait sans doute de mettre un terme en engageant le combat.» Il semble que tous les historiens de la Résistance soient bien d'accord sur ce point particulier.

Le 21 août, c'est-à-dire le lendemain de cette entrevue, le général de Gaulle, ayant reçu de nouveaux renseignements graves sur la situation dans la capitale (en particulier celui de l'abandon éventuel de la Préfecture de Police

sous la menace des chars allemands), écrit cette fois, depuis Rennes, au général Eisenhower: «Je crois qu'il est vraiment nécessaire de faire occuper Paris au plus tôt par les forces françaises et alliées, même s'il devait se produire quelques combats et quelques dégâts à l'intérieur de la ville. S'il se créait maintenant dans Paris une situation de désordre, il serait ensuite difficile de s'en rendre maître sans sérieux inconvénients, et cela pourrait même gêner les opérations militaires ultérieures. Je vous envoie le général Kœnig, nommé gouverneur militaire de Paris et commandant de la région parisienne pour étudier avec vous la question de l'occupation, au cas où, comme je le demande, vous décideriez d'y procéder sans délai.»

Dans la matinée du lendemain 22 août, le général de Gaulle reçoit un officier de liaison du général Leclerc avec une lettre de ce dernier: «Depuis huit jours le commandement allié nous fait marquer le pas. On m'a donné l'assurance que l'objectif de ma division était Paris. Mais, devant une pareille paralysie, j'ai pris la décision suivante: Guillebon est envoyé avec un détachement léger, direction Versailles, avec ordre de prendre le contact, de me renseigner et d'entrer dans Paris si l'ennemi se replie. Je ne peux malheureusement en faire de même pour le gros de ma division pour des questions de ravitaillement en carburant et afin de ne pas violer ouvertement toutes les règles de la subordination militaire. Voilà, mon

Général, j'espère que dans quelques jours vous vous poserez à Paris.»

A midi, le général de Gaulle répond par écrit afin de couvrir le général Leclerc, dont il sait que la décision a provoqué la colère de certains militaires américains, dont le général Gerow, commandant le V^e C.A.-U.S., qui menace Leclerc de cour martiale et lui donne l'ordre formel de rappeler le détachement Guillebon! Le général de Gaulle écrit: «J'approuve votre intention. Il faut avoir un élément au moins au contact de Paris sans délai. J'ai vu Eisenhower le 20. Il m'a promis que vous alliez recevoir Paris comme direction. Le général Kœnig est en ce moment auprès d'Eisenhower ainsi que le général Juin. Ils sont porteurs d'une nouvelle lettre de moi qui insiste. Je coucherai ce soir au Mans et tâcherai de vous rencontrer demain.»

Le soir même de ce 22 août, le général Leclerc recevait enfin l'ordre de marcher sur Paris, de s'emparer des ponts sur la Seine conjointement avec la 4^e D.I.-U.S. Les ordres de mouvement étaient donnés à partir du P.C. de la division à Fleuré, devant Argentan. Toute la nuit les préparatifs de marche sur Paris étaient faits dans une atmosphère de liesse. Le 23, au petit matin, la 2^e D.B. faisait route sur deux axes: l'un Sées, Mortagne, Maintenon, Rambouillet, l'autre Alençon, Nogent-le-Rotrou, Chartres, Ablis, Longjumeau.

Au moment de son départ par avion la veille du P.C. Bradley, le général Leclerc avait rencontré le comman-

dant Gallois-Cocteau qui l'alerta avec compétence sur la situation difficile des résistants dans la capitale. Le commandant de la 2^e D.B. lui confirma qu'il venait de recevoir l'ordre de marcher sur Paris, qu'il espérait reconnaître la capitale dès le 23 et y pénétrer le 24. Il le chargea d'un message d'encouragement pour ses camarades de la Résistance.

Lorsque le général Bradley vint en France en 1974, à l'occasion du 30^e anniversaire du débarquement en Normandie, il demanda à aller se recueillir à Colombey sur la tombe du général de Gaulle. J'étais chef d'état-major de l'armée de terre, j'avais été désigné par le ministre de la Défense pour l'accueillir et le saluer. Je profitai de l'occasion pour lui demander quand le général Eisenhower avait pris la décision d'envoyer la 2^e D.B. sur Paris. Il me répondit sans hésiter: «Après la visite du général Kœnig et du général Juin», c'est-à-dire le 22 août. Il me raconta cette anecdote: «Le général Juin prit la parole sur la situation grave dans Paris et il compléta par une explication sur l'importance des ponts de Paris. Il dit à Bradley: «De Gaulle est mon camarade de promotion de Saint-Cyr, je sais sa détermination, donnez donc vous-même, à la 2^e D.B., l'ordre de marcher sur Paris, mon Général, car de toute façon... elle ira!»

Le général Eisenhower, quand il connut cette affaire, envoya sur le champ au général Marshall un T.O. lui rendant compte qu'il avait donné cet

ordre, «étant donné la situation grave dans Paris».

Dans l'après-midi du 23 août, le général Leclerc, après avoir vu à Rambouillet le lieutenant-colonel de Guillebon et reçu ses renseignements, écrit au général de Gaulle à Chartres par l'intermédiaire du capitaine Janney: «Guillebon a pris le contact avec pas mal d'Allemands, les F.F.I. ont peut-être libéré l'intérieur de Paris à l'heure actuelle, mais la périphérie est encore solidement tenue avec chars et antichars, mines, etc. J'engagerai donc l'opération demain matin au petit jour.»

Le général de Gaulle répond sur du papier à en-tête de la Préfecture d'Eure-et-Loir, il note l'heure: *14 h 55*. «Je reçois le capitaine Janney et votre mot. Je voudrais vous voir aujourd'hui. Je compte être à Rambouillet ce soir et vous y voir. Je vous embrasse. C. de Gaulle.»

Dans mon premier livre de souvenirs j'ai écrit: «Dès l'arrivée du général de Gaulle, le général Leclerc se rend au château de Rambouillet. Là, le général de Gaulle le félicite de l'action remarquable de sa division en Normandie et lui demande comment il compte s'y prendre pour conquérir Paris avec une division blindée. L'exposé est extrêmement «brillant», le général commandant la 2^e D.B. conclut que ce sera dur mais qu'il pense être dans Paris le 24 au soir, arrachant cette conclusion au général de Gaulle: «C'est égal, Leclerc, libérer Paris avec une D.B., nul chef français n'a jamais eu une chance plus

grande, mais nul ne l'a mieux méritée. La chance des généraux en temps de guerre c'est le bonheur des gouvernements et des peuples.»»

Et maintenant pour finir quelques points d'histoire.

1^{re} question. Il a été écrit que la lettre du général Leclerc à von Choltiz, le 24 août, le rendant responsable de la destruction des monuments historiques dans la capitale, ne serait pas parvenue à son destinataire parce que le lieutenant Petit-Leroy, envoyé par le général Chaban-Delmas, ne serait pas parvenu dans Paris. Certes, il a été tué par les S.S. à L'Haÿ-les-Roses avec l'adjudant-chef Dericbourg, adjudant de l'escadron de protection, mais le document, saisi par les S.S., était tout de même sur le bureau du général von Choltiz le soir même. C'est le général von Choltiz, lui-même, qui l'a avoué dans son interrogatoire sur ma demande.

2^e question. Pourquoi le P.C. du général Leclerc était-il dans une gare, à Montparnasse? Parce que le général commandant la 2^e D.B. disposait ainsi du remarquable réseau téléphonique des chemins de fer et que le général Leclerc voulait à tout moment être renseigné sur les possibilités de contre-attaque des Allemands pour reprendre Paris. Car, dans son esprit, ce n'était pas tout de libérer la capitale, il fallait ensuite la tenir et la protéger d'un retour des Allemands, d'où les reconnaissances vers le nord dès le 25 août et les combats meurtriers au Bourget pour arrêter la 47^e division allemande

qui avait reçu mission de reprendre Paris le lendemain du défilé des Champs-Élysées et la repousser.

La libération de Paris, sans destructions graves, est due à l'action continue de la résistance nationale et des forces extérieures alliées sous l'impulsion du général Leclerc, dans le cadre de la mission qui lui avait été assignée par le général de Gaulle. C'est un exemple remarquable de coordination des actions de stratégie directe et indirecte.

Le soir de la prise de Paris, en allant dîner aux Invalides chez le nouveau gouverneur, le général Kœnig, le général Leclerc s'exprimait ainsi en franchissant à pied la grille des Invalides: «Voyez-vous, Boissieu, c'est extraordinaire d'avoir libéré Paris sans rien détruire de ses richesses, tous les ponts, tous les édifices, tous les trésors artistiques de la capitale sont intacts. Voyez ces Invalides, quelles merveilles, quelle chance nous avons eue! Vous souvenez-vous du jour où vous m'avez rapporté cette lettre du général de Gaulle avec ma nomination de gouverneur militaire de Paris par intérim, c'était en décembre 1943! Eh bien! ce document je l'ai toujours eu sur moi dans cette poche, il est là avec une autre lettre du général de Gaulle. Quand il m'arrive d'être de mauvaise humeur ou de douter, je relis ces documents!»

Du point de vue historique, la libération de Paris a pris corps dans le mémorandum de septembre 1943 aux grands chefs alliés et dans cette

directive verbale, puis écrite, du général de Gaulle au général Leclerc en décembre 1943 à Alger. Ensuite, c'est la ténacité, la foi, l'adresse, l'esprit manœuvrier, l'audace du général Leclerc, son opiniâtreté à rester dans la ligne de pensée de son chef qui ont fait le reste. C'est le plus bel exemple de fidélité et de discipline qu'ait jamais donné un subordonné de grande classe aux directives qu'il avait reçues de son gouvernement.

Il arrivait au général Leclerc de dire aussi, sous forme de boutade: «Ce que j'ai fait de mieux dans ma carrière, je l'ai fait en désobéissant.» Lorsque l'on rapportait ces propos au général de Gaulle, celui-ci souriait et répondait: «Leclerc ne m'a jamais désobéi, il a toujours exécuté mes ordres, même ceux que je ne lui ai pas donnés... car il était tellement imprégné de la mission que je lui avais confiée qu'il en déduisait lui-même les actions à entreprendre.»

Ce fut vraiment le cas pour la libération de Paris.

Pour Strasbourg, par contre, ce sera à l'initiative du général Leclerc, avec la complicité du général Juin et du général de Gaulle, afin de réaliser le serment de Koufra. Et cependant, la libération de Strasbourg ne fut pas la fin de la campagne de libération de l'Alsace parce que le commandement allié ne crut pas au plan Leclerc, sinon il n'y aurait pas eu de bataille d'Alsace... mais cela est une autre histoire.

A. de B.